

P REMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

LE TRAVAIL TEMPORAIRE EN 1999

- Sur l'ensemble de l'année 1999, le volume de travail temporaire a augmenté de 12,5 % par rapport à 1998 pour s'établir à 515 000 équivalents-emplois à temps plein. La progression a été très rapide au dernier trimestre (+20,2 % par rapport au dernier trimestre 1998), ce qui reflète l'accélération de l'activité à partir du milieu de l'année.
- Cette progression s'est ralentie dans l'industrie (+5,7 %). Dans la construction et le tertiaire, la croissance de l'intérim est respectivement de +19,2 % et de +21,8 %.
- Le taux de recours à l'intérim dépasse les 9 % dans l'automobile et atteint près de 8 % dans la construction. Parmi les secteurs du tertiaire, la hausse du taux de recours est forte dans les transports et le commerce-réparation automobile.
- La part des ouvriers continue à se réduire quelque peu, mais la progression du volume de travail temporaire chez les cadres et les employés est moins rapide qu'en 1998. La durée moyenne des missions diminue de nouveau pour atteindre 1,91 semaine.
- En 1999, 1 787 000 personnes ont effectué au moins une mission d'intérim. Chaque intérimaire a exécuté six missions en moyenne, ce qui représente environ trois mois à temps plein. Parmi la population intérimaire de 1997, 40 % des personnes ont réalisé encore au moins une mission en 1999.
- La croissance économique, rapide à partir de la fin 1996, s'est ralentie de l'automne 1998 au printemps 1999. L'activité intérimaire en a subi le contre-coup. En glissement annuel (1), son taux de croissance, régulièrement supérieur à 25 % jusqu'au troisième trimestre 1998, est de 14,0 % au dernier trimestre 1998 (tableau 1). Le début de 1999 se situe dans cette tendance. À partir du troisième trimestre, l'économie française retrouve un second souffle. Cependant, la croissance du travail temporaire ne s'accélère à nouveau qu'au quatrième trimestre (+20,2 %) (tableau 1). Sur l'ensemble de l'année 1999, l'activité intérimaire progresse de 12,5 %. Le volume de travail s'établit à 515 000 emplois en équivalents-emplois à temps plein, contre 458 000 en 1998 (tableau 2). Cette progression, plus faible qu'en 1998 (+26,2 % par rapport à 1997), est d'autant plus remarquable que deux éléments semblaient devoir constituer des freins à la poursuite de la croissance du travail intérimaire (graphique 1). D'une part, les entreprises commencent à rencontrer des difficultés de recrutement dans certaines professions ; parfois soucieuses de consolider leur noyau de salariés permanents, elles ont été d'autant plus enclines à proposer d'emblée

(1) - On se réfère à des taux d'évolution en glissement par rapport à l'année précédente, car les observations ne sont pas encore désaisonnalisées.



à leurs nouveaux collaborateurs un contrat à durée indéterminée, ou à puiser dans le vivier de leurs collaborateurs occasionnels. D'autre part, la mise en œuvre de la législation sur les 35 heures a com-

mencé véritablement en 1999, et l'on pouvait attendre que le surcroît de flexibilité interne affiché dans de nombreux accords vienne concurrencer le recours au travail temporaire. Cette hypothèse trouvera

peut-être une confirmation dans les prochains mois mais, à ce stade, l'effet conjoncturel est plus marqué que l'effet des nouvelles dispositions légales sur l'organisation du travail.

Tableau 1
Évolution du volume en équivalents-emplois à temps plein en 1999
Données trimestrielles

En pourcentage

Secteur d'activité en nomenclature NAF	Année 1999/1998				Évolution annuelle
	Évolution trimestrielle				
	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	
Agriculture, sylviculture, pêche	6,4	10,6	25,8	36,0	19,5
Industries agricoles et alimentaires	9,2	5,3	10,8	23,0	12,0
Industries des biens de consommation	1,4	5,5	8,9	19,8	9,0
Habillement, cuir	14,5	20,3	5,0	5,4	11,1
Édition, imprimerie, reproduction	15,8	12,9	16,0	23,1	17,1
Pharmacie, parfumerie, entretien	8,6	6,1	12,1	23,7	12,4
Industries des équipements du foyer	-8,5	1,4	5,1	18,3	4,2
Industrie automobile	35,5	8,7	0,6	6,7	11,0
Industries des biens d'équipement	2,3	-0,8	-0,1	10,0	2,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	18,0	9,7	1,4	-0,7	6,6
Équipement mécanique	2,4	3,1	2,0	12,0	4,7
Équipements électriques et électroniques	-4,9	-13,1	-5,0	11,1	-2,8
Industries des biens intermédiaires	1,9	-2,9	-0,7	12,8	2,4
Industrie des produits minéraux	2,3	5,3	11,2	27,4	11,4
Industrie textile	-2,2	-8,2	-9,0	-0,6	-5,2
Industrie du bois et papier	7,7	5,3	7,8	25,5	11,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	11,8	2,8	-1,4	9,2	5,1
Métallurgie et transformation des métaux	-1,4	-7,8	-5,0	4,9	-2,6
Industrie des composants électriques et électroniques	-12,9	-12,1	-0,9	28,6	0,0
Énergie	23,2	23,1	18,2	18,3	20,4
Production de combustibles et carburants	15,2	14,0	10,7	17,3	13,9
Eau, gaz, électricité	25,3	25,5	20,2	18,5	22,1
Construction	17,6	20,9	14,0	24,7	19,2
Commerce	23,1	20,7	16,0	29,0	21,9
Commerce et réparation automobile	59,6	49,4	41,1	66,6	53,1
Commerce de gros	18,0	14,0	12,0	24,0	16,7
Commerce de détail, réparations	22,6	24,6	14,8	25,8	21,9
Transports	12,6	12,9	14,1	32,6	18,2
Activités financières	29,3	19,5	14,3	20,5	20,4
Activités immobilières	21,2	24,7	14,4	20,9	19,9
Services aux entreprises	24,6	22,7	19,8	29,8	24,1
Postes et télécommunications	29,6	39,3	63,6	55,6	48,5
Conseil et assistance	35,7	31,7	24,8	29,2	29,9
Services opérationnels	14,4	12,6	10,7	26,2	15,6
Recherche et développement	21,2	19,4	13,3	19,0	17,8
Services aux particuliers	19,1	24,9	27,2	34,1	26,6
Hôtels et restaurants	22,5	30,8	28,1	37,6	30,0
Activités récréatives, culturelles et sportives	4,1	4,8	30,2	18,2	13,9
Services personnels et domestiques	27,7	22,7	19,5	42,7	26,9
Éducation, santé, action sociale	20,6	25,1	20,9	30,2	24,2
Éducation	16,3	19,8	23,0	22,8	20,3
Santé et action sociale	24,4	29,7	20,0	35,2	26,9
Administration	16,0	5,2	6,2	10,3	9,2
Administration publique	12,1	4,4	2,0	-1,6	3,6
Activités associatives et extra-territoriales	18,1	5,6	9,2	19,9	12,9
Agriculture	6,4	10,6	25,8	36,0	19,5
Industrie	6,2	1,2	2,6	13,7	5,7
Construction	17,6	20,9	14,0	24,7	19,2
Tertiaire	21,1	19,7	17,2	29,6	21,8
Ensemble des secteurs	12,1	9,4	8,8	20,2	12,5

Source : MES-DARES, exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'intérim dans l'industrie : reprise en fin d'année

Malgré la reprise de la croissance de la production manufacturière (2) dès le deuxième trimestre 1999, la progression de l'intérim dans l'industrie ne redémarre qu'en fin d'année. En glissement annuel, le taux de croissance y est de +14 % (par rapport au dernier trimestre 1998), après le ralentissement des trois trimestres précédents. Sur l'ensemble de l'année, la progression moyenne de l'intérim dans l'industrie n'est donc que de +5,7 % par rapport à l'année 1998, à comparer aux +28 % de l'année précédente. Toutefois, les évolutions sont très contrastées entre les différents secteurs industriels. L'intérim continue à gagner dans le secteur de l'énergie, où le volume de travail intérimaire s'accroît de 20,4 % sur un an, et ce d'une façon quasi régulière sur les quatre trimestres, mais aussi dans l'édition, l'imprimerie et la reproduction, la pharmacie-parfumerie-entretien, l'habillement-cuir, l'industrie du bois et du papier et l'automobile. Dans ce dernier secteur, les fluctuations très fortes du recours à l'intérim s'expliquent par le caractère saisonnier du marché automobile et par les sorties de nouveaux véhicules. L'évolution infra-annuelle en est différente de celle des autres secteurs. En effet, la croissance de l'intérim dans l'automobile, amorcée à la mi-1997, se poursuit jusqu'au premier trimestre 1999 (+35,5 %). À partir du deuxième trimestre, le secteur de l'industrie automobile, porté par le dynamisme des immatriculations de véhicules neufs, crée à nouveau progressivement des emplois.

(2) - Industries des biens de consommation, de l'automobile, des biens d'équipement et des biens intermédiaires.

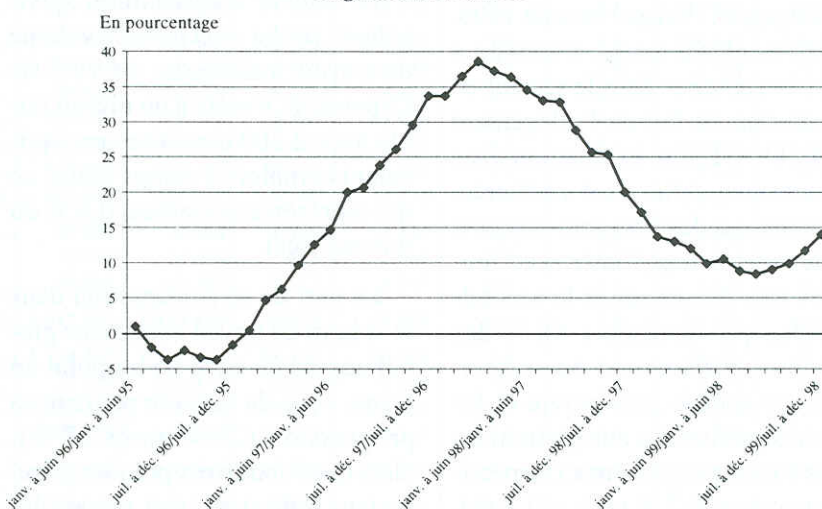
(3) - Voir Quéma E. et Franceschi P. : « Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au troisième trimestre 1999 », Premières Informations, 99.12 - N°52.2, MES-DARES.

blement (+8,7 %) et se stabilise même au troisième trimestre. Il croît à nouveau au quatrième trimestre (+6,7 %). Dans ce secteur, la reprise du recours à l'intérim en fin d'année s'explique surtout par l'accélération des exportations d'automobiles et, dans une moindre mesure, par les réorganisations liées aux négociations sur la réduction du temps de travail. La baisse de la durée hebdomadaire du travail dans les entreprises de ce secteur est en effet sensible à par-

tir du troisième trimestre 1999 (3) (37,2 heures au troisième trimestre 1999, contre 38,2 heures au second trimestre 1999). Par ailleurs, l'intérim a reculé dans le textile, les équipements électriques et électroniques et la métallurgie-transformation des métaux.

Dans la construction, l'utilisation de l'intérim s'accroît de 19,2 %. Cette évolution du volume de travail est très liée à l'activité particulière de ce secteur : la re-

Graphique 1
Évolution du volume semestriel de travail en équivalents-emplois à temps plein en glissement annuel



Source : MES-DARES, exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Tableau 2
Évolution du travail temporaire de 1996 à 1999

Période	Contrats conclus dans le semestre	Contrats en cours d'exécution en fin de semestre	Volume de travail en équivalents-emplois à temps plein sur le semestre	Durée moyenne des missions achevées (semaines)
Premier semestre 1996	3 293 204	342 965	274 521	1,96
Premier semestre 1997 (1)	3 934 610	369 625	314 680	1,77
Premier semestre 1998	4 998 029	511 224	423 283	1,83
Premier semestre 1999 (1)	6 041 912	604 885	468 081	1,82
Évolution (2) 1997/1996	19,5	7,8	14,6	-0,18
Évolution (2) 1998/1997	27,0	38,3	34,5	0,05
Évolution (2) 1999/1998	20,9	18,3	10,6	-0,1
Second semestre 1996	3 432 976	203 975	306 924	2,13
Second semestre 1997 (1)	4 511 260	309 174	410 415	2,04
Second semestre 1998 (1)	5 478 813	307 356	492 510	2,16
Second semestre 1999	6 702 073	390 835	561 768	2,02
Évolution (2) 1997/1996	31,4	51,6	33,7	-0,06
Évolution (2) 1998/1997	21,4	-0,6	20,0	0,09
Évolution (2) 1999/1998	22,3	27,2	14,1	0,11

(1) - Les données des années 1997, du second semestre 1998 et du premier semestre 1999, publiées précédemment, ont fait l'objet de corrections : des missions de 1997, de 1998 et de 1999, déclarées avec retard (respectivement en 1998 et 1999) ont été prises en compte par la chaîne de traitement.

(2) - En pourcentage pour les trois premières colonnes, en semaine pour la quatrième.

Source : MES-DARES, exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

prise enregistrée en 1997, qui a semblé s'interrompre en 1998, s'est confirmée en 1999. Le constat est conforté par l'observation des accroissements annuels (tableau 3) et semestriels (tableau 4). Cependant l'évolution infra-annuelle révèle un ralentissement au cours du troisième trimestre 1999 (+14,0 %) suivi d'une forte reprise au quatrième trimestre (+24,7 %). Cette progression peut s'expliquer par la conjonction de trois effets. En premier lieu, la demande de logements neufs, déjà importante en 1998 en raison de la baisse des taux d'intérêt, s'est renforcée du fait de la fin du dispositif Périssol en août 1999. Dans le même temps, l'activité a été très soutenue dans le secteur de l'entretien du fait de l'allègement de la TVA. Enfin, la situation dans les travaux publics s'est améliorée. À l'intérieur des trois sous-secteurs de la construction, l'intérim est toujours très présent dans le second-œuvre, qui représente 46 % des emplois intérimaires du secteur, mais ce sont le gros-œuvre et les travaux publics qui enregistrent les plus fortes progressions (respectivement de +20,7 % et de +21,8 %).

Dans le tertiaire, le volume annuel de travail intérimaire augmente de 21,8 % en 1999. La croissance infra-annuelle fléchit légèrement au cours des deuxième et troisième trimestres. Ce secteur échappe pratiquement aux fluctuations de l'activité économique. À un niveau détaillé, l'intérim enregistre une forte croissance dans le commerce et la réparation automobile (+53,1 %) et les postes et télécommunications (+48,5 %). Il gagne aussi du terrain dans le conseil et assistance et dans les services aux particuliers.

Le secteur « agriculture, sylviculture, pêche » accroît son volume de travail intérimaire de 19,5 %. Cependant, il reste à un niveau faible avec 2 300 personnes en équivalents-emplois à temps plein, ce qui représente seulement 0,4 % du volume total.

La part de la construction dans le volume de travail intérimaire global augmente ainsi de un point en un an, celle du tertiaire poursuit sa progression (29 % après 27 %), alors que l'industrie, premier grand secteur utilisateur, voit sa part décroître de 55 % à 51 %.

Forte progression du taux de recours dans la construction

En un an, le taux de recours à l'intérim (4) s'est accru de 0,4 point en 1999 après +0,6 point en 1998. La construction élève de plus d'un point son taux de recours (7,8 %) (tableau 3). Ce taux est élevé dans deux grands secteurs industriels : 8,6 % dans l'ensemble « chimie-caoutchouc-plastiques » et 9,3 % dans l'automobile (+0,8 point par rapport à 1998). L'accroissement est de près d'un point dans l'industrie du bois et papier et la « pharmacie-parfumerie-entretien », de 0,7 point dans les produits minéraux. Dans les autres secteurs industriels, où le taux de recours à

l'intérim dépasse 7 %, son augmentation est beaucoup moins importante : +0,6 point dans les équipements du foyer, +0,4 point dans l'équipement mécanique. Le recours à l'intérim se développe également dans les industries agricoles et alimentaires. Il reste en revanche très limité dans l'habillement-cuir, l'édition-imprimerie-reproduction et les secteurs de l'énergie.

Dans le tertiaire, le taux de recours est toujours faible (1,5 % en moyenne). Il est proche de 3 % dans le commerce de gros et atteint 3,7 % dans les transports, où il a augmenté de 0,6 point entre 1998 et 1999.

La part des ouvriers diminue légèrement

En 1999, la part des ouvriers (5) dans le volume de travail temporaire diminue quelque peu (tableau 5), conséquence du ralentissement de la croissance de l'intérim dans l'industrie. La part des ouvriers qualifiés et non qualifiés est quasiment stable sur un an (respectivement 38 % et 46 %) (6). Le volume de travail réalisé par les ouvriers qualifiés n'a augmenté que légèrement dans l'industrie (+2,0 %). Au contraire, il enregistre une forte hausse dans la construction (+19,0 %). Dans le même temps, le volume de travail correspondant aux fonctions intermédiaires et d'employés a augmenté respectivement de 15,8 % et de 19,3 % (7). La progression est encore très vive chez les cadres (+54,3 %), confirmant la stratégie des entreprises de travail temporaire de mettre en place un intérim de « haut niveau ». Ils sont le plus souvent des intérimaires « cadres commerciaux, ingénieurs et cadres de l'informatique, de chantier de bâtiment et de travaux publics ou d'études ». Toutefois, la part des cadres dans le volume de travail intérimaire reste faible (1,3 %).

(4) - Le taux de recours se définit, pour un secteur donné, comme le rapport du nombre de postes occupés par des intérimaires au nombre total de postes occupés par des salariés permanents et des intérimaires.

(5) - L'information sur la qualification requise pour chaque mission est de qualité inégale : la codification n'est assurée que pour la moitié des missions.

(6) - Au classement des qualifications ouvrières, les ouvriers non qualifiés par enlèvement du métal, d'ouvriers de tri, de l'emballage et de l'expédition, de conducteurs de charriots, d'élevateurs et de caristes et de magasinage sont les plus nombreux. Viennent ensuite les chauffeurs-routiers et grands routiers, les maçons qualifiés, les ouvriers non qualifiés du travail du béton et du génie-civil, les électriciens et les ouvriers non qualifiés de nettoyage.

(7) - Dans le détail, les métiers les plus représentés sont respectivement les techniciens des services comptables ou financiers, de maintenance en électricité, électricienne, automatisation dans les professions intermédiaires ; les opérateurs d'exploitation en informatique et les employés qualifiés des services comptables ou financiers chez les employés.

Tableau 3
Travail intérimaire par secteur en 1998 (1) et 1999

Secteur d'activité en nomenclature NAF	Contrats conclus		Contrats en cours (2)		Taux de recours moyen (3) (en %)		Volume de travail en équivalents- emplois à temps plein	
	Année 1998	Année 1999	Année 1998	Année 1999	Année 1998	Année 1999	Année 1998	Année 1999
Agriculture, sylviculture, pêche	52 739	72 415	1 769	2 270	0,7	0,8	1 882	2 250
Industries agricoles et alimentaires	1 108 422	1 346 987	30 889	37 788	5,7	6,7	32 698	36 620
Industries des biens de consommation	683 154	822 888	30 524	35 387	4,2	4,7	30 829	33 604
Habillement, cuir	38 849	45 177	1 870	2 157	1,2	1,4	1 881	2 090
Édition, imprimerie, reproduction	193 786	243 528	4 823	6 075	2,4	2,9	5 021	5 878
Pharmacie, parfumerie, entretien	185 878	230 684	8 506	10 211	5,9	6,8	8 544	9 606
Industries des équipements du foyer	264 641	303 499	15 325	16 943	7,0	7,6	15 384	16 030
Industrie automobile	289 372	360 854	25 470	29 581	8,5	9,3	25 455	28 261
Industries des biens d'équipement	713 755	792 728	53 443	57 583	6,4	6,6	53 489	54 911
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	63 863	67 603	7 134	7 853	5,5	5,8	7 100	7 571
Équipement mécanique	466 462	516 826	29 766	32 787	6,8	7,2	30 070	31 484
Équipements électriques et électroniques	183 429	208 298	16 543	16 943	6,2	6,1	16 319	15 856
Industries des biens intermédiaires	1 949 041	2 252 749	105 549	114 515	7,0	7,3	105 842	108 433
Industrie des produits minéraux	198 110	232 121	8 592	10 187	4,9	5,6	8 727	9 723
Industrie textile	90 941	101 119	5 415	5 418	4,1	4,1	5 425	5 141
Industrie du bois et papier	269 515	328 883	11 396	13 615	6,4	7,4	11 521	12 797
Chimie, caoutchouc, plastiques	560 763	664 499	29 856	33 057	8,1	8,6	29 969	31 485
Métallurgie et transformation des métaux	607 819	674 705	35 743	36 907	7,5	7,4	35 742	34 824
Ind. des composants électriques et électroniques	221 891	251 421	14 548	15 330	7,8	7,9	14 459	14 462
Énergie	47 656	59 456	4 486	5 586	2,0	2,5	4 442	5 348
Production de combustibles et carburants	10 855	14 094	913	1 069	2,2	2,7	915	1 042
Eau, gaz, électricité	36 801	45 362	3 573	4 517	2,0	2,5	3 527	4 306
Construction	1 512 282	1 820 439	76 573	97 055	6,6	7,8	78 810	93 910
Commerce	1 194 387	1 516 812	38 436	50 224	1,4	1,8	38 689	47 180
Commerce et réparation automobile	71 919	110 414	4 053	6 499	1,0	1,5	4 023	6 158
Commerce de gros	630 141	767 754	23 691	29 383	2,5	3,0	23 816	27 799
Commerce de détail, réparations	492 327	638 644	10 693	14 341	0,8	1,0	10 850	13 222
Transports	988 440	1 240 597	27 498	34 753	3,1	3,7	27 830	32 896
Activités financières	98 696	107 229	5 126	6 381	0,9	1,1	5 087	6 125
Activités immobilières	37 523	49 314	1 693	2 126	0,5	0,7	1 692	2 028
Services aux entreprises	1 245 996	1 573 619	39 580	52 399	1,5	1,8	40 191	49 859
Postes et télécommunications	44 352	76 510	2 820	4 436	0,6	1,0	2 777	4 123
Conseil et assistance	392 616	511 759	17 266	23 885	1,7	2,1	17 183	22 321
Services opérationnels	795 976	969 969	18 584	22 961	1,5	1,8	19 331	22 354
Recherche et développement	13 053	15 381	910	1 117	2,2	2,5	900	1 061
Services aux particuliers	334 693	439 578	5 108	6 634	0,5	0,6	5 424	6 866
Hôtels et restaurants	258 884	349 434	3 528	4 739	0,5	0,6	3 791	4 928
Activités récréatives, culturelles et sportives	53 986	60 506	1 008	1 125	0,4	0,4	1 032	1 175
Services personnels et domestiques	21 824	29 638	572	769	0,3	0,4	600	762
Éducation, santé, action sociale	184 855	242 935	3 562	4 553	0,3	0,3	3 915	4 864
Éducation	44 903	59 262	1 517	1 920	0,6	0,8	1 572	1 892
Santé et action sociale	139 953	183 673	2 046	2 633	0,2	0,2	2 342	2 972
Administration	35 833	45 386	1 615	1 790	0,3	0,4	1 623	1 772
Administration publique	11 230	14 318	653	697	0,3	0,3	654	677
Activités associatives et extra-territoriales	24 603	31 069	962	1 092	0,4	0,4	969	1 094
Agriculture	52 739	72 415	1 769	2 270	0,7	0,8	1 882	2 250
Industrie	4 791 399	5 635 661	250 361	280 439	6,1	6,5	252 755	267 177
Construction	1 512 282	1 820 439	76 573	97 055	6,6	7,8	78 810	93 910
Tertiaire	4 120 422	5 215 470	122 617	158 859	1,2	1,5	124 450	151 588
Ensemble des secteurs	10 476 842	12 743 985	451 320	538 623	2,9	3,3	457 897	514 925

(1) - Les données de l'année 1998, publiées dans le Premières Synthèses 99.11-N°45.2, ont fait l'objet de corrections : des missions de 1998 déclarées avec retard en 1999 ont été prises en compte par la chaîne de traitement.

(2) - Contrats en cours d'exécution en fin de mois en moyenne annuelle.

(3) - Pour la définition du taux de recours, voir Premières Synthèses 98.12 - N°51.1.

La série des taux de recours de l'année 1998 a fait l'objet de corrections. Le taux de recours pour l'ensemble des secteurs d'activité au cours de l'année 1998 ressortait à 2,9 % selon la publication Premières Synthèses 99.11-N°45.2.

Source : MES-DARES, exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Légère baisse de la durée des missions achevées

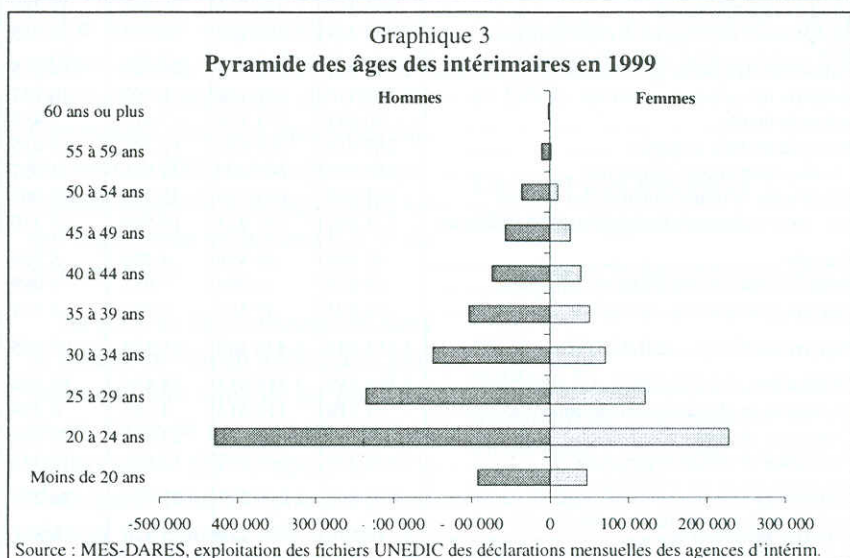
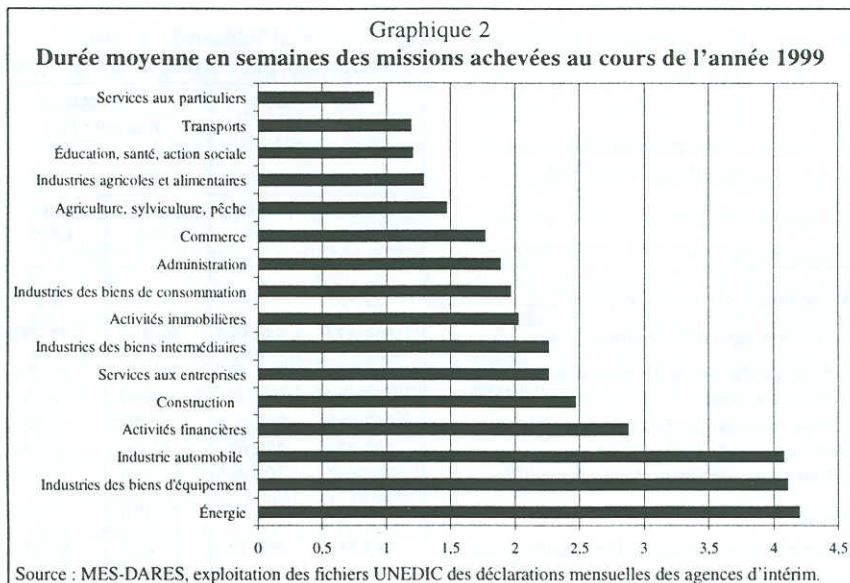
Avec le poids croissant du tertiaire dans le travail temporaire, la durée moyenne des missions achevées reste proche de deux semaines (graphique 2). L'industrie propose toujours les missions les plus longues, environ trois semaines en moyenne. À l'opposé, dans le tertiaire, les missions sont toujours de courte durée : 35 % des missions ne durent qu'une journée et 58 % moins d'une semaine. Parmi les composantes du tertiaire, seuls les secteurs du commerce et des services aux particuliers enregistrent un allongement de la durée des missions, inférieure à deux semaines. Elle est respectivement de six jours dans les transports, neuf jours dans le commerce et onze jours dans les services aux entreprises. Dans la construction, 21 % des missions durent au moins quatre semaines.

Les missions de cadre durent en moyenne 4,7 semaines, celles des professions intermédiaires 3,1 semaines. Les missions des ouvriers qualifiés (2,3 semaines) sont plus longues que celles des ouvriers non qualifiés (1,7 semaine) et des employés (1,5 semaine). Les missions effectuées par les hommes sont très légèrement plus longues que celles effectuées par les femmes (1,93 semaine contre 1,88).

Les intérimaires en 1999 : 1,8 million de personnes ayant effectué six missions en moyenne

Sur l'ensemble de l'année 1999, 1 787 000 personnes (8) ont effectué au moins une mission d'intérim, soit près d'un actif sur quinze rapporté à l'effectif de la population active totale (26 000 000 de personnes en janvier 1999).

La population intérimaire est très masculine, environ deux hommes pour une femme, sans changement par rapport à 1998 (graphique 3).



Utilisée principalement par l'industrie pour des qualifications ouvrières, c'est aussi une population très jeune à la recherche d'une formation ou souhaitant acquérir une expérience professionnelle. L'âge moyen est de moins de 30 ans : 44,6 % des intérimaires sont âgés de moins de 25 ans et 8,1 % seulement ont plus de 45 ans.

Un intérimaire sur quatre n'effectue qu'une seule mission

Au cours de l'année 1999, le nombre moyen de missions effectué par un intérimaire a été de six missions contre respectivement 5,4 et 5,6 en 1997 et 1998. Un quart des intérimaires ont effectué une seule mission d'intérim. À l'op-

posé, 358 000 d'entre eux (20 %) ont effectué plus de dix missions (graphique 4). Par rapport à l'année précédente, c'est cette catégorie qui s'est le plus développée : sa part dans l'effectif total passe de 17,9 à 20 %. Dans le même temps, la part des personnes n'ayant réalisé qu'une seule mission se réduit (24 % contre 25,8 % en 1998). Il y

(8) - L'effectif mentionné ici minore sans doute légèrement l'effectif réel. En effet, environ 280 000 missions n'ont pu être attribuées à une personne. Cela ne signifie pas qu'il faut ajouter 280 000 intérimaires aux 1 787 000 dénombrés : d'abord parce que, si on leur imputait le nombre moyen de missions dans l'année, ils ne seraient qu'environ 47 000, ensuite parce qu'une bonne part des personnes concernées sont déjà comptabilisées dans l'effectif de 1 787 000 ; enfin, parce qu'une partie de ce dernier effectif correspond à des personnes présentes dans le fichier des missions sous deux ou plusieurs identifiants : une erreur de copie ou de saisie de l'identifiant suffit à générer des individus fictifs supplémentaires.

a stabilité pour les personnes ayant exécuté trois missions, augmentation au-delà. Des disparités existent selon le sexe et l'âge. Les hommes

effectuent plus de missions que les femmes : 6,5 contre 5,1 (6 contre 4,6 en 1998). Les plus jeunes effectuent en moyenne moins de

missions que leurs aînés : quatre pour les moins de 20 ans et cinq pour les 20 à 24 ans contre près de sept pour les 30 à 44 ans.

Tableau 4
Travail intérimaire par secteur d'activité aux seconds (1) semestres 1998 et 1999

Secteur d'activité en nomenclature NAF	Contrats conclus		Contrats en cours (2)		Taux de recours moyen (3) (en %)		Volume de travail en équivalents-emplois à temps plein	
	au 2 ^{ème} sem. 1998	au 2 ^{ème} sem. 1999	au 2 ^{ème} sem. 1998	au 2 ^{ème} sem. 1999	au 2 ^{ème} sem. 1998	au 2 ^{ème} sem. 1999	au 2 ^{ème} sem. 1998	au 2 ^{ème} sem. 1999
	Agriculture, sylviculture, pêche	25 991	37 825	1 589	2 308	0,6	0,9	1 870
Industries agricoles et alimentaires	577 719	712 071	31 295	40 554	5,8	7,2	34 985	40 695
Industries des biens de consommation	346 713	431 447	29 276	36 416	4,3	4,3	31 754	36 217
Habillement, cuir	19 453	21 687	1 722	1 952	1,2	1,1	1 913	2 012
Édition, imprimerie, reproduction	102 756	131 633	5 026	6 537	2,4	2,8	5 446	6 506
Pharmacie, parfumerie, entretien	91 473	117 892	8 238	10 490	6,0	5,3	8 838	10 365
Industries des équipements du foyer	133 031	160 235	14 289	17 437	7,1	7,0	15 557	17 335
Industrie automobile	149 491	182 978	25 498	29 176	9,1	7,3	27 420	28 455
Industries des biens d'équipement	371 172	421 986	53 093	60 250	6,7	5,8	56 709	59 271
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	32 492	32 373	6 868	7 317	5,6	4,3	7 334	7 362
Équipement mécanique	240 452	270 509	29 243	33 852	7,1	6,4	31 781	33 827
Équipements électriques et électroniques	98 229	119 105	16 983	19 080	6,6	5,7	17 594	18 082
Industries des biens intermédiaires	994 825	1 185 590	102 645	118 141	7,2	6,2	110 312	116 292
Industrie des produits minéraux	100 140	124 622	8 388	10 840	5,1	5,3	9 132	10 793
Industrie textile	44 844	50 572	4 988	5 241	4,2	3,3	5 425	5 163
Industrie du bois et papier	137 739	173 071	11 108	14 128	6,7	6,5	12 097	13 952
Chimie, caoutchouc, plastiques	289 979	345 304	29 827	33 362	8,6	6,9	31 877	32 993
Métallurgie et transformation des métaux	310 320	352 460	34 559	37 616	7,7	6,4	36 971	36 825
Ind. des composants électriques et électroniques	111 803	139 561	13 774	16 954	7,9	6,8	14 809	16 567
Énergie	25 801	31 967	4 755	5 950	2,1	2,5	4 924	5 819
Production de combustibles et carburants	5 784	7 553	949	1 137	2,3	2,4	1 004	1 138
Eau, gaz, électricité	20 018	24 414	3 806	4 813	2,1	2,5	3 920	4 681
Construction	831 097	984 650	79 165	103 166	7,2	9,8	88 460	105 185
Commerce	597 772	752 820	40 822	54 428	1,5	2,2	42 442	51 818
Commerce et réparation automobile	38 822	59 026	4 321	7 204	1,1	2,2	4 589	7 008
Commerce de gros	328 773	400 643	24 730	31 517	2,6	3,2	26 055	30 607
Commerce de détail, réparations	230 177	293 151	11 771	15 707	0,8	1,3	11 798	14 204
Transports	536 690	683 643	28 927	38 567	3,2	3,6	30 638	37 565
Activités financières	50 374	50 317	5 197	6 454	0,9	1,0	5 369	6 303
Activités immobilières	19 973	26 187	1 810	2 272	0,6	1,5	1 879	2 205
Services aux entreprises	658 308	823 771	41 382	56 844	1,5	1,8	44 248	55 079
Postes et télécommunications	25 119	44 690	3 062	5 243	0,7	1,2	3 105	4 947
Conseil et assistance	203 458	261 469	17 964	25 478	1,8	2,3	19 072	24 221
Services opérationnels	422 999	510 011	19 405	24 950	1,6	1,5	21 081	24 766
Recherche et développement	6 732	7 601	953	1 173	2,2	2,1	989	1 146
Services aux particuliers	171 913	224 152	5 112	7 059	0,4	0,9	5 663	7 393
Hôtels et restaurants	133 332	176 549	3 484	5 009	0,5	0,9	3 972	5 270
Activités récréatives, culturelles et sportives	26 696	31 811	1 008	1 199	0,4	0,5	1 017	1 258
Services personnels et domestiques	11 885	15 791	620	851	0,3	1,3	673	865
Éducation, santé, action sociale	103 609	130 048	3 435	4 705	0,3	0,3	4 189	5 250
Éducation	21 678	27 555	1 248	1 735	0,6	0,7	1 444	1 775
Santé et action sociale	81 931	102 493	2 187	2 970	0,2	0,2	2 745	3 474
Administration	17 365	22 619	1 545	1 753	0,3	0,3	1 649	1 787
Administration publique	5 575	7 755	692	723	0,3	0,2	720	721
Activités associatives et extra-territoriales	11 791	14 865	854	1 030	0,3	0,4	930	1 066
Agriculture	25 991	37 825	1 589	2 308	0,6	0,9	1 870	2 435
Industrie	2 465 721	2 966 041	246 562	290 487	6,3	5,8	266 103	286 748
Construction	831 097	984 650	79 165	103 166	7,2	9,8	88 460	105 185
Tertiaire	2 156 005	2 713 557	128 231	172 083	1,3	1,7	136 076	167 400
Ensemble des secteurs	5 478 813	6 702 073	455 547	568 044	3,0	3,4	492 510	561 768

(1) - La DARES publie les résultats statistiques sur l'intérim chaque semestre. Pour les résultats relatifs au premier semestre 1999, voir Premières Synthèses 2000.02 - N°06.1. Ces derniers ont fait l'objet de corrections : des missions déclarées avec retard au second semestre 1999 ont été prises en compte par la chaîne de traitement.

(2) - Contrats en cours d'exécution en fin de mois en moyenne sur le semestre.

(3) - Pour la définition du taux de recours, voir Premières Synthèses 98.12 - N°51.1.

La série des taux de recours du second semestre 1998 a fait l'objet de corrections. Le taux de recours pour l'ensemble des secteurs d'activité au second semestre 1998 ressortait à 3,1 % selon la publication Premières Synthèses 99.11-N°45.2.

Source : MES-DARES, exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

La grande majorité des intérimaires (57 %), principalement les jeunes de moins de 25 ans, effectuent moins de cinq missions par an et s'attribuent le premier tiers du volume de travail global. Le deuxième tiers concerne les intérimaires ayant réalisé cinq à dix missions (25,2 %). Le dernier tiers représente les intérimaires ayant effectué plus de dix missions.

Près de 40 % des intérimaires de 1997 ont réalisé encore au moins une mission d'intérim en 1999

Parmi la population des intérimaires de 1997, 572 000 personnes sont encore concernés par l'intérim en 1999 (40 %). Les hommes sont plus fréquemment dans cette situation (43 % contre 33 % pour les femmes), les personnes âgées de plus de 35 ans également (44 % contre 38 % pour les plus jeunes). Cette opposition confirmerait bien le rôle de cette forme d'emploi dans le parcours professionnel des intérimaires : un intérim à long terme pour les plus âgés et un intérim qui est une voie vers l'insertion ou l'acquisition d'une expérience professionnelle pour les plus jeunes. La grande majorité de ces intérimaires de 1997, réalisant toujours une mission d'intérim en 1999 l'ont effectuée dans le même secteur utilisateur (45 %), en particulier ceux de la construction, du travail des métaux, des industries alimentaires et de l'industrie automobile. Cependant, le passage d'un secteur d'activité à l'autre n'est pas rare. Par exemple, un intérimaire, ayant réalisé au moins une mission d'intérim en 1997 dans le secteur de la construction, en réalise au moins une en 1999 dans les secteurs du travail des métaux ou de fabrication de machines et d'équipements. Ces intérimaires « de long terme » sont aussi plus de 57 % à exercer

(9) - Cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers qualifiés.

une même profession. Ils sont près de la moitié pour les emplois qualifiés (9), trois quarts chez les ouvriers non qualifiés. Chez les ouvriers, les passages les plus fréquents se réalisent entre postes qualifiés et postes non qualifiés : 25 % des intérimaires, ayant réalisé une mission d'intérim sur un poste d'ouvrier qualifié en 1997, effec-

tuent une mission d'intérim sur un poste d'ouvrier non qualifié en 1999. À l'inverse, 20 % des intérimaires, ayant réalisé une mission d'intérim sur un poste d'ouvrier non qualifié en 1997, effectuent une mission d'intérim sur un poste d'ouvrier qualifié en 1999.

Colette JOURDAIN (DARES).

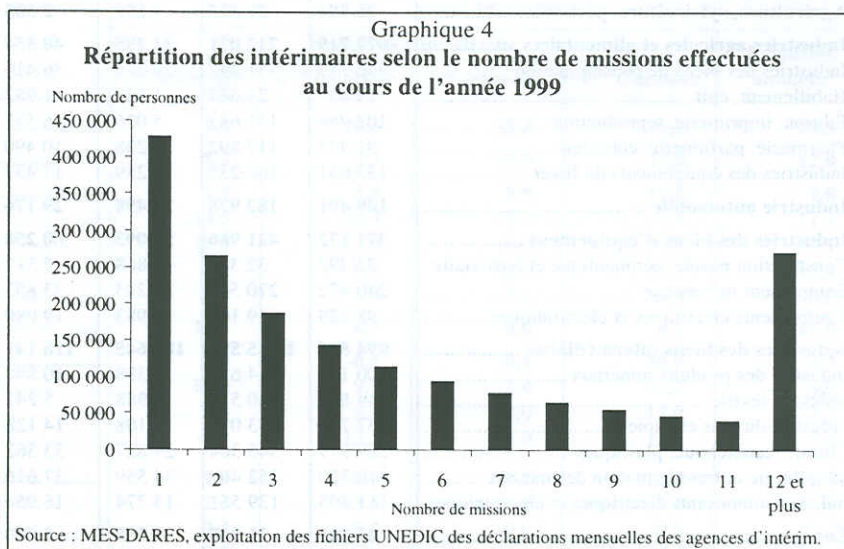


Tableau 5
Volume de travail intérimaire par qualification et grand secteur d'activité

	1998	1999	Évolution 1999/1998 (en %)
	(en équivalents-emplois à temps plein)		
Cadres			
Ensemble	4 300	6 636	54,3
dont : Industrie	2 025	2 801	38,3
Construction	375	558	48,8
Tertiaire	1 896	3 268	72,4
Professions intermédiaires			
Ensemble	27 585	31 942	15,8
dont : Industrie	13 831	14 379	4,0
Construction	2 486	2 964	19,2
Tertiaire	11 213	14 547	29,7
Employés			
Ensemble	35 480	42 323	19,3
dont : Industrie	11 047	12 720	15,1
Construction	1 122	1 426	27,1
Tertiaire	23 222	28 107	21,0
Ouvriers qualifiés			
Ensemble	178 328	196 924	10,4
dont : Industrie	76 949	78 465	2,0
Construction	58 934	70 151	19,0
Tertiaire	41 721	47 487	13,8
Ouvriers non qualifiés			
Ensemble	212 203	237 100	11,7
dont : Industrie	148 902	158 812	6,7
Construction	15 892	18 811	18,4
Tertiaire	46 397	58 179	25,4
Toutes catégories socioprofessionnelles			
Ensemble	457 897	514 925	12,5
dont : Industrie	252 755	267 177	5,7
Construction	78 810	93 910	19,2
Tertiaire	124 450	151 588	21,8

Source : MES-DARES, exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations mensuelles des agences d'intérim.